

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/STR/N/4/PHL  
G/STR/N/5/PHL  
G/STR/N/6/PHL  
G/STR/N/7/PHL  
24 septembre 2002  
(02-5108)

---

Groupe de travail des entreprises  
commerciales d'État

Original: anglais

## COMMERCE D'ÉTAT

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVII:4 a) du GATT de 1994  
et paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation  
de l'article XVII

PHILIPPINES

La Mission permanente des Philippines a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 12 septembre 2002.

---

Conformément à l'article XVII du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de cet article, le gouvernement des Philippines communique la notification ci-jointe relative aux entreprises commerciales d'État pour les années civiles allant de 1998 à 2001.

## PHILIPPINES

### **I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT**

#### **A. IDENTIFICATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT**

Office national de l'alimentation (NFA)

#### **B. DESCRIPTION DES PRODUITS: LE NFA PARTICIPE AU COMMERCE DES PRODUITS SUIVANTS:**

1. Riz (SH n° 1006.10 et 1006.30)
2. Maïs (SH n° 1005.90)
3. Autres produits sur l'autorisation du Président des Philippines

### **II. RAISON ET OBJET**

#### **A. RAISON ET OBJET DE LA CRÉATION ET DU MAINTIEN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT**

En tant que branche commerciale de l'État, le NFA assume les responsabilités suivantes:

1. Sécurité alimentaire – Le NFA assure la sécurité des approvisionnements alimentaires en céréales essentielles en cas de catastrophe, et sur les lieux de la catastrophe, naturelle ou causée par l'homme. Il doit, plus précisément, répondre dans les 48 heures aux besoins des régions frappées par les catastrophes ou se trouvant dans des situations d'urgence. Il doit également, dans un délai de deux semaines, reconstituer les stocks ou maintenir les prix des produits aux niveaux où ils se trouvaient immédiatement avant la catastrophe.
2. Stabilisation – L'Office garantit un prix sortie exploitation qui permet d'une part aux agriculteurs d'obtenir un retour raisonnable sur leur investissement, et d'autre part d'assurer des prix de détail raisonnables aux consommateurs.

#### **B. FONDEMENT JURIDIQUE**

1. Loi de 1972 sur l'Office national des céréales (NGA) (Décret présidentiel n° 4), telle que modifiée, qui a créé le NFA (alors le NGA) afin de promouvoir la croissance et le développement intégré de la production céréalière et lui a conféré l'exclusivité de l'importation et de l'exportation du riz, du maïs et des autres céréales.
2. Loi sur la tarification agricole (Loi de la République n° 8178) de 1996, qui a levé les restrictions quantitatives à l'importation du maïs, libéralisé l'importation du maïs et réaffirmé l'exclusivité conférée au NFA en matière d'importation de riz en lui redonnant la prérogative d'attribuer les contingents d'importation du riz aux importateurs locaux en cas de pénurie de production.

### **III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE**

#### **A. APERÇU DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT**

Les missions de l'Office national de l'alimentation (NFA) sont actuellement fondées sur une stratégie d'intervention directe sur le marché, centrée sur le maintien, tout au long de l'année, d'un

stock régulateur de riz représentant 15 jours de consommation, et porté à 30 jours lors de la saison sèche. Dans le cadre de cette stratégie, le NFA est autorisé à acheter des céréales aux exploitants individuels ou à des groupes d'exploitants organisés, aux prix de soutien fixés par l'État. Cette stratégie compte sur l'effet d'entraînement des opérations de commercialisation sur les prix et établit une structure de prix de soutien ou d'écoulement, le coût de la stabilisation étant financé par l'injection de subventions étatiques. L'autre solution consiste pour le NFA à importer du riz.

**B. INDICATION DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT**

Le NFA a l'exclusivité de l'importation de riz. En outre, il attribue les contingents d'importation et délivre les licences d'importation pour le riz, le maïs et les autres céréales.

**C. TYPE D'ENTITÉS AUTRES QUE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT QUI SONT AUTORISÉES À EFFECTUER DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS ET CONDITIONS DE LEUR PARTICIPATION À CES OPÉRATIONS**

Les opérateurs du secteur privé, inscrits auprès du NFA et auxquels celui-ci a délivré des licences, peuvent participer de façon limitée à l'importation de riz (c'est-à-dire pour des volumes limités et seulement pour l'importation de variétés de riz de qualité supérieure, de riz fantaisie et de riz glutineux). Les usiniers et les négociants ont usé de cette faculté.

**D. MODALITÉS DE FIXATION DU NIVEAU DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT**

Le Comité interorganisations du riz et du maïs, placé sous la direction du Département de l'agriculture, et dont le NFA est membre, est chargé de déterminer les quantités à importer. Le Comité évalue régulièrement la situation intérieure de l'offre et de la demande de riz ainsi que les perspectives, sur la base de la campagne agricole annuelle. Au cours du processus d'évaluation, le Comité détermine le volume ou le déficit de riz du pays à la fin de la campagne, et soumet ce chiffre à l'approbation du Président des Philippines.

Le pays est également tenu par ses engagements au titre de l'annexe 5 de l'Accord sur l'agriculture.

Le prix à l'importation est déterminé par voie de négociations entre le NFA et la source d'importation, compte tenu des prix mondiaux en vigueur.

**E. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX À L'EXPORTATION**

Il n'y a d'exportation de riz que pendant les périodes d'excédent ou d'offre excédentaire. Les Philippines ont exporté du riz pour la dernière fois en 1987, année au cours de laquelle ils ont exporté 111 000 tonnes métriques de riz, en remboursement partiel du prêt en riz accordé au pays par l'Indonésie. Depuis lors, l'État, par l'intermédiaire du NFA, n'a pas exporté de riz. Dans le cas des exportations du secteur privé, les prix sont généralement fondés sur ceux du marché mondial.

**F. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE REVENTE DES PRODUITS IMPORTÉS**

Pour déterminer le prix de vente du riz qu'il importe, le NFA examine les paramètres suivants: prix d'achat, frais de déchargement, de tri, de manutention et de distribution, taux du tarif et montant de la taxe de péréquation.

G. INDIQUER SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT EST UTILISÉE POUR REMPLIR LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ASSUMÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Les négociations menées par le NFA dépendent du destinataire des stocks de riz importé.

H. BRÈVE DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ

Le secteur privé est le principal intervenant dans le secteur céréalier. Le NFA n'intervient que pour établir les normes, les règles et la politique générale. De la même façon, il surveille l'application des règlements.

Au cours des mois creux de juillet, août et septembre, le NFA vend le riz aux consommateurs finals soit directement, soit par l'intermédiaire de ses différents détaillants agréés, aux prix d'écoulement fixés par l'État. Dans les premiers mois de la principale récolte, le NFA achète le riz palay à un prix de soutien donné pour assurer aux exploitants une rémunération raisonnable et pour augmenter les prix sortie exploitation.

**IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES**

Veuillez vous référer aux tableaux I et III.

**V. RAISONS DE L'ABSENCE DE COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER (*LE CAS ÉCHÉANT*)**

Le NFA n'a pas exporté de riz et de maïs au cours de la période 1998-2001 du fait de l'insuffisance de l'offre intérieure de ces deux produits.

**VI. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (*LE CAS ÉCHÉANT*)**

Il n'y a pas de renseignements complémentaires.

Tableau I

Commerce d'État: Office national de l'alimentation  
Renseignements statistiques, importations  
(en tonnes métriques)

Produit/année	Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Quantité totale importée (tonnes)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation (P/kg)	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur (P/kg)	Production nationale (année civile)
<b>Riz*</b>	<b>1006.10 riz en paille (riz paddy)/1006.30 riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé</b>					
1998		2 126 531	2 125 662	10,59	13,25	13 161 268
1999		833 923	781 717	10,85	12,78	11 786 625
2000		636 306	616 518	9,13	13,50	12 389 412
2001		763 661	746 124	9,44	14,37	12 954 870
<b>Maïs</b>	<b>1005.90 maïs, autre que de semence</b>					
1998		367 829	317 293	5,54	7,15	3 823 184
1999**		177 080	0	-	-	4 584 593
2000		566 233	59 650	5,36	7,54	4 511 104
2001		198 288	84 937	7,64	7,81	4 525 012

\* Note: Les colonnes 3 et 4 concernent le riz tandis que la colonne 7 concerne le riz palay.

\*\* Le NFA n'ayant effectué aucune importation de maïs au cours de la période considérée, les données relatives au prix du maïs importé par le secteur privé et au prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur ne sont pas disponibles auprès de cet organisme.

Tableau II  
Renseignements statistiques, exportations  
(en tonnes métriques)

Produit/année	Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Quantité totale exportée (tonnes)	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen (P/kg)	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur (P/kg)	Prix moyen à l'exportation	Production nationale (tonnes)

L'Office national de l'alimentation n'a exporté aucun produit, et en particulier ni riz ni maïs, au cours de la période 1998-2001 du fait de l'insuffisance de l'offre intérieure de ces deux produits.

Tableau IIIRenseignements statistiques, activités sur le marché intérieur  
(en tonnes métriques)

Produit/année	Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale (en tonnes)
<b>Riz*</b>	<b>1006.10 riz en paille (riz paddy)/ 1006.30 riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé</b>				
1998		61 708	13 161 268	1 626 742	6 722 790
1999		560 503	11 786 625	1 372 329	7 451 760
2000		663 326	12 389 412	1 168 636	7 890 890
2001		477 441	12 954 870	813 462	8 072 700
<b>Maïs</b>	<b>1005.90 maïs, autre que de semence</b>				
1998		208 258	3 823 184	107 694	1 094 970
1999		10 614	4 584 593	158 948	1 322 360
2000		8 144	4 511 104	43 248	1 421 280
2001		0	4 525 012	33 246	1 114 310

\* Note: Les colonnes 5 et 6 concernent le riz tandis que les colonnes 3 et 4 concernent le riz palay.